Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 21 avril 1959, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des lois et arrêtés concernant les finances provinciales et communales", a donné le 21 mai 1959 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e april 1959 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende coördinatie van de wetten en besluiten betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën", heeft de 21e mei 1959 het volgend advies gegeven:

Le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat a pour objet de coordonner la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales avec les dispositions ultérieures qui l'ont modifiée. Il trouve sa base dans l'autorisation de coordination contenue dans l'article 10 de la loi du 18 juillet 1955.

\+

\+ +

Dans un sens large, qui englobe à la fois la coordination et la codification, coordonner c'est rassembler en un document unique les dispositions légales éparses dans plusieurs lois, en en écartant les dispositions abrogées expressément ou implicitement, les dispositions transitoires et abrogatoires ainsi que celles qui n'intéressent pas directement la matière. Dans la mesure où il y a lieu, c'est en même temps apporter à ces dispositions les modifications de présentation qui découlent de leur réunion en un seul document et, sans en modifier le fond, y apporter les modifications de rédaction nécessaires à leur concordance interne; c'est les ranger dans un ordre logique; c'est appliquer au texte les règles d'une bonne technique législative en corrigeant les imperfections de présentation qui pourraient se rencontrer dans les dispositions à coordonner.

Dans son sens restreint, coordonner c'est effectuer ce travail sur des dispositions qui trouvent leur origine dans une loi de base et dans les modifications que cette loi a subies, sans que la coordination ainsi réalisée constitue le rassemblement en un seul document de toutes les dispositions légales qui pourraient intéresser la matière.

Le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat ne prétend pas être une codification de toutes les dispositions légales qui intéressent les finances provinciales et communales, mais uniquement la coordination de la loi du 24 décembre 1948 avec les modifications qu'elle a ultérieurement subies.

Le projet ne tient qu'imparfaitement compte des règles techniques qui doivent présider à l'élaboration d'une coordination telle qu'elle vient d'être définie. Pour des raisons d'ordre pratique, il laisse subsister, en son article 1er, une disposition abrogatoire qui ne doit pas trouver sa place dans une coordination; il maintient des articles bis qui doivent être évités dans le numérotage harmonieux d'un texte; il ne réalise pas parfaitement la concordance interne des textes; il reproduit en annexe des dispositions qui ne sauraient plus trouver d'application ou qui n'intéressent pas directement la matière.

\+

\+ \+

Le Gouvernement signale que le maintien du numérotage originaire des articles de la loi du 24 décembre 1948 est souhaitable, pour des raisons d'ordre pratique.

Le Conseil d'Etat est d'avis que s'il est ,en effet ,recommandable de conserver dans toute la mesure du possible le numérotage originaire de la loi qui sert de base à une coordination, il importe cependant de déroger le moins possible aux règles techniques qui régissent la présentation des textes coordonnés.

Dans le cas d'espèce, le Conseil d'Etat suggère d'appliquer des procédés qui respecteraient presque intégralement le numérotage originaire des dispositions à coordonner.

Ces procédés consistent :

1° à supprimer l'article 1er et à le renvoyer in fine des notes de référence, comme il sera exposé plus loin;

2° à scinder l'article 2 du projet, dont l'alinéa 1er deviendrait l'article 1er de la coordination et l'alinéa 2, l'article 2;

3° à diviser l'article 7 en deux paragraphes, dont le premier serait constitué par l'article 7 du projet et le second, par l'article 8 actuel; l'article 8 bis deviendrait ainsi l'article 8;

4° à reprendre l'article 16 dans chacun des articles 12, § 1er, 14 et 15, auxquels il se rattache, et à numéroter 16 l'article 15 bis du projet;

5° à diviser l'article 32 en deux paragraphes,dont le premier serait formé de l'article 32 du projet et le second, de l'article 32 bis.

\+

\+ \+

Projet d'arrêté.

Dans le système proposé par le Conseil d'Etat, l'article 1er du projet d'arrêté royal se lira :

"Article 1er.-

Les dispositions encore en vigueur des articles 2 à 33 de la loi du 24 décembre 1948 ... (la suite comme au projet) ... ".

.../...

Projet de coordination.

Article 1er.

Cet article sera formé du premier alinéa de l'article 2.

La note de référence devra se lire :

"Article 1er. Article 2, alinéa 1er, de la loi du 24 décembre 1948".

Article 2.

Dans sa version néerlandaise, le projet reprend le texte légal qui porte, in fine, "over de gemeenten omgeslagen". Dans les autres dispositions reprises dans la coordination, la loi a employé le terme "verdeeld". Par souci d'unification de la terminologie, le Conseil d'Etat propose d'utiliser ce dernier terme à l'article 2.

Le texte de l'article 2 étant scindé entre les articles 1er et 2, la note de référence doit se lire :

"Article 2. Article 2, alinéa 2, de la loi du 24 décembre 1948".

Article 3.

Les textes légaux portent indifféremment "beheerraad" ou "raad van beheer". Le projet a unifié cette terminologie en utilisant partout le terme "beheerraad"; la terminologie la plus récente est"raad van beheer". Il importerait d'utiliser uniformément cette dernière expression.

Cette observation vaut pour de très nombreux articles du projet.

L'appel de note figurant in fine de l'alinéa 1er et la note de bas de page constituent du commentaire et donc de l'interprétation. Le pouvoir de coordonner ne comporte pas celui d'ajouter à la coordination des commentaires interprétatifs, dénués de tout effet juridique.

Article 5.

A l'alinéa 1er, deuxième phrase, il importerait d'intervertir l'ordre de citation des deux fonds, comme il a été fait à la première phrase, et d'y écrire "Fonds communal d'assistance publique".

Cette dernière observation vaut également pour l'intitulé du chapitre II et pour l'article 6.

Article 6.

A l'alinéa 2, il importerait de remplacer les abréviations "Fr." et "F" par "francs" et "frank".

Au même alinéa, il ne faut pas de majuscule au mot "Schatkistinkomsten".

A l'alinéa 6, il y a lieu de remplacer les mots "Les deux alinéas précédents" et les mots "De twee voorgaande leden" par "Les alinéas 4 et 5" et par "Het vierde en het vijfde lid".

.../...

A l'alinéa 7, le texte légal porte "niet-limitatief krediet".

La note de référence doit se lire :

"Article 6. Article 6... 4 avril 1958 et modifié (aux alinéas 4 et 5) par l'article 1er de l'arrêté royal ...", et dans la partie néerlandaise :
"Artikel 6.
... en gewijzigd (in het vierde en vijfde lid) door artikel 1 van het koninklijk besluit...".

Articles 7 et 8

Les articles 7 et 8 du projet devenant les §§ 1er et 2 de l'article 7 de la coordination, la note de référence doit se lire :

"Article 7. § 1er. Article 7 de la loi du 24 décembre 1948 ...

§ 2. Article 8 de la loi du 24 décembre 1948".

La référence à l'article 2 qui figure à l'alinéa 1er est erronée; elle doit être remplacée par la référence à l'article 3 que porte le texte légal.

A l'alinéa 3, il y a lieu de remplacer la référence à "l'alinéa précédent" par une référence à "l'alinéa 2", et, dans la version néerlandaise, par une référence au "tweede lid".

.../...

Article 8bis.

Cet article devenant l'article 8, la note de référence devra se lire :

"Article 8. Article 8bis,inséré dans la loi du 24 décembre 1948 par l'article 2 de la loi du 18 juillet 1955".

"Artikel 8. Artikel 8bis, in de wet van 24 december 1948 ingevoegd door artikel 2 van de wet van 18 juli 1955".

Article 9.

Pour assurer une présentation uniforme, il y a lieu de supprimer le signe")"après les 1° et 2°.

Dans la version néerlandaise, il faut écrire "frank" et "schatkistinkomsten", supprimer la virgule après "1 januari 1959" et, au 2°, ajouter une virgule après "opbrengst".

Article 10.

Dans la version néerlandaise du premier alinéa, les références doivent se lire "artikel 6, vierde en vijfde lid" et "artikel 9, eerste lid, 1°".

.../...

Article 11.

La note de référence doit se lire :

"Article 11. Article 11 de la loi du 24 décembre 1948, modifié (à l'alinéa liminaire et aux §§ 1er, 2 et 4) par l'article 2 de la loi du 3 juillet 1956, par l'article 9 de la loi du 3 juin 1957 et par l'article 4 de la loi du 4 avril 1958".

"Artikel 11. Artikel 11 van de wet van 24 december 1948, gewijzigd (in het inleidend lid en de §§ 1, 2 en 4) door artikel 2 van de wet van 3 juli 1956, door artikel 9 van de wet van 3 juni 1957 en door artikel 4 van de wet van 4 april 1958".

Article 12.

Comme il a été dit, la disposition de l'article 16 du projet forme le second alinéa de l'article 12, § 1er, ainsi rédigé :

"Est considéré comme charge nette, l'excédent...".

Au § 2, supprimer le signe")"après les 1°, 2° et 3°.

Au même § 2, alinéa 4, remplacer la référence à "l'alinéa précédent" par une référence à "l'alinéa 3", et,dans la version néerlandaise, la référence au "voorgaande lid" par une référence au "derde lid".

.../...

La note de référence doit se lire :

"Article 12. § 1er. Articles 12, § 1er, et 16 de la loi du 24 décembre 1948, remplacés par les articles 3 et 8 de la loi du 3 juillet 1956 et, le premier, modifié par l'article 4 de la loi du 4 avril 1958.

§ 2. Article 12, § 2, de la loi du 24 décembre 1948, remplacé par l'article 3 de la loi du 3 juillet 1956 et modifié (à l'alinéa 1er) par l'article 4 de la loi du 4 avril 1958".

Articles 14 et 15.

L'article 16 du projet devient l'alinéa 2 de chacun des articles 14 et 15 dans la rédaction ci-après :

"Est considéré comme charge nette, l'excédent que présente ...".

Les notes de référence doivent se lire :

"Article 14, alinéa 1er. Article 14, alinéa 1er, de la loi du 24 décembre 1948, remplacé par l'article 5 de la loi du 3 juillet 1956.

Alinéa 2. Article 16 de la loi du 24 décembre 1948, remplacé par l'article 8 de la loi du 3 juillet 1956.

Alinéa 3. Article 14, alinéa 2, inséré dans la loi du 24 décembre 1948 par l'article 5 de la loi du 9 avril 1955".

.../...

"Artikel 14, eerste lid. Artikel 14, eerste lid, van de wet van 24 december 1948, vervangen door artikel 5 van de wet van 3 juli 1956.

Tweede lid. Artikel 16 van de wet van 24 december 1948, vervangen door artikel 8 van de wet van 3 juli 1956.

Derde lid. Artikel 14, tweede lid, ingevoegd in de wet van 24 december 1948 door artikel 5 van de wet van 9 april 1955".

"Article 15. Articles 15 et 16 de la loi du 24 décembre 1948, modifiés par les articles 6 et 8 de la loi du 3 juillet 1956".

"Artikel 15. Artikelen 15 en 16 van de wet van 24 december 1948, gewijzigd door de artikelen 6 en 8 van de wet van 3 juli 1956".

Article 15bis.

Cet article devient l'article 16.

Les références contenues aux alinéas 3 et 5 doivent se lire comme suit dans la version néerlandaise : "bedoeld in het eerste lid","Artikel 19,vijfde en zesde lid" et "bedoeld in het eerste lid, 1°".

.../...

La note de référence doit se lire comme suit:

"Article 16. Article 15bis, inséré dans la loi du 24 décembre 1948 par l'article 7 de la loi du 3 juillet 1956 et remplacé par l'article 5 de la loi du 4 avril 1958".

"Artikel 16. Artikel 15bis, in de wet van 24 december 1948 ingevoegd door artikel 7 van de wet van 3 juli 1956 en vervangen door artikel 5 van de wet van 4 april 1958".

Article 17.

A l'alinéa 2, le texte légal porte "à laquelle se rapportent ces répartitions". La lettre par laquelle le Ministre de l'Intérieur saisit le Conseil d'Etat justifie la modification apportée à la rédaction du texte. Cette justification serait utilement reproduite en note de bas de page.

Au même alinéa, version néerlandaise, le Conseil d'Etat propose de remplacer le mot "omslag" par le mot "verdeling", et ce dans un but d'unification de la terminologie.

Article 18.

A l'alinéa 3, la référence à l'article 8bis doit être remplacée par une référence à l'article 8.

.../...

Article 19.

Au dernier alinéa, même observation qu'à l'article 18.

Article 20.

Au cinquième alinéa, version néerlandaise, il faut "1 januari" et non "1e januari".

Article 22.

Les mots "institué par les présentes lois coordonnées" ne sont pas tout à fait exacts. Le fonds des communes a été institué par la loi du 24 décembre 1948 reprise dans la présente coordination; ces mots devraient être supprimés afin d'éviter une inexactitude au moins apparente.

Article 24.

Au premier alinéa, 1°, il ne faut pas de majuscules aux mots "président" et "vice-président".

Article 25.

Version néerlandaise : bien que la rédaction de cet article soit reprise du texte légal, le Conseil d'Etat propose, dans un but d'unification de la terminologie, de remplacer les mots "vinden overeenkomstige toepassing" par les mots "zijn van toepassing".

.../...

Article 27.

Version néerlandaise : il ne faut pas de majuscule au mot "schatkistinkomsten".

Article 28.

Alinéa 2, version néerlandaise : par souci de concordance générale, le texte devra être rédigé comme suit :

"Artikel 17, tweede lid, is van toepassing op die verdeling".

Articles 32 et 32bis.

Les articles 32 et 32bis sont réunis en un seul article 32, dont ils forment les §§ 1er et 2.

Dans l'article 32bis du projet, à l'alinéa 1er de la version néerlandaise, la référence doit se lire "artikel 19, vijfde lid".

Dans le même article, alinéa 2, la référence à l'article 8bis, alinéa 2, doit se lire "article 8, alinéa 2" et "artikel 8, tweede lid".

.../...

La note de référence doit se lire :

"Article 32. § 1er. Article 32 ...(comme au projet)...

§ 2. Article 32bis...(comme au projet)...".

Article 33.

A l'alinéa 2 de la version néerlandaise, les mots "2de tot 6de" doivent être écrits en toutes lettres.

La coordination doit se terminer par la formule :

"Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ...".

"Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...", suivie de la signature royale et du contreseing ministériel.

\+

\+ \+

ANNEXES.

Il ne s'indique pas de reproduire en annexe d'une coordination les dispositions des lois à coordonner non reprises dans la coordination, autres que les dispositions abrogatoires, celles qui fixent l'entrée en vigueur et éventuellement les dispositions temporaires qui sont encore d'application.

.../...

Les dispositions temporaires qui n'ont plus d'application et les dispositions qui modifient des textes sans rapport direct avec la coordination doivent être omises.

De plus, en principe, ce n'est pas sous forme d'annexe que les dispositions à reprendre doivent être reproduites, mais à la suite des notes de référence.

Compte tenu de ces observations, les dispositions à reprendre, en l'espèce, figureront dans une note rédigée comme suit :

Les dispositions suivantes n'ont pas été reprises dans la coordination :

Loi du 24 décembre 1948 (M.B. 6 janvier 1949)

Article 1er. Les dispositions légales relatives au fonds des communes institué par la loi du 19 juillet 1922 sont abrogées.

Elles sont remplacées par les dispositions du titre Ier de la présente loi.

Articles 34 à 48. (Dispositions transitoires et modifications à diverses lois dont l'objet propre est étranger à la présente coordination).

Wet van 24 december 1948 (B.S. 6 januari 1949)

Artikel 1. De wetsbepalingen betreffende het bij de wet van 19 juli 1922 ingestelde fonds der gemeenten worden opgeheven.

Zij worden vervangen door de bepalingen van titel I van deze wet.

Artikelen 34 tot 48. (Overgangsbepalingen en wijzigingen van diverse wetten waarvan het eigenlijk onderwerp buiten deze coördinatie valt).

.../...

Loi du 23 juillet 1952 (M.B. 23 juillet 1952).

Articles 4 à 7. (Dispositions temporaires sans application actuelle).

Loi du 17 juillet 1953 (M.B. 28 août 1953).

Article 4. La présente loi sort ses effets le 1er janvier 1953.

Loi du 18 juillet 1955 (M.B. 4 août 1955).

Article 11. La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1955.

Loi du 20 juin 1956 (M.B. 29 juin 1956).

Article 4. La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1956.

Loi du 3 juillet 1956 (M.B. 26 juillet 1956).

Article 19. La présente loi a effet le 1er janvier 1956.

Loi du 3 juin 1957 (M.B. 27 juin 1957).

Article 12. La présente loi a effet au 1er janvier 1955, sauf l'article 9, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1957.

Wet van 23 juli 1952 (B.S. 23 juli 1952).

Artikelen 4 tot 7. (Tijdelijke bepalingen die thans geen toepassing vinden).

Wet van 17 juli 1953 (B.S. 28 augustus 1953).

Artikel 4. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1953.

Wet van 18 juli 1955 (B.S. 4 augustus 1955).

Artikel 11. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1955.

Wet van 20 juni 1956 (B.S. 29 juni 1956).

Artikel 4. Deze wet treedt in werking met ingang van 1 januari 1956.

Wet van 3 juli 1956 (B.S. 26 juli 1956).

Artikel 19. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1956.

Wet van 3 juni 1957 (B.S. 27 juni 1957).

Artikel 12. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1955, behalve artikel 9 dat op 1 januari 1957 in werking zal treden.

.../...

Loi du 4 avril 1958 (M.B. 7 mai 1958).

Article 8. La présente loi a effet au 1er janvier 1958.

Arrêté royal du 20 août 1958 (M.B. 27 août 1958).

Article 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Wet van 4 april 1958 (B.S. 7 mei 1958).

Artikel 8. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1958.

Koninklijk besluit van 20 augustus 1958 (B.S. 27 augustus 1958).

Artikel 2. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Het aan de Raad van State voor advies voorgelegd ontwerp strekt ertoe de wet van 24 december 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën te coördineren met de latere bepalingen die haar hebben gewijzigd. Rechtsgrond is de machtiging tot coördinatie die in artikel 10 van de wet van 18 juli 1955 is verleend.

\+

\+ +

In een ruime betekenis, die zowel de coördinatie als de codificatie omvat, is coördineren, het samenbrengen in één document, van wetsbepalingen die over verschillende wetten verspreid liggen, terwijl uitdrukkelijk of stilzwijgend opgeheven bepalingen, overgangs- en opheffingsbepalingen en niet rechtstreeks met de behandelde stof verband houdende bepalingen daaruit worden geweerd. Coördineren is tevens, de uiterlijke vorm van die bepalingen voor zover nodig aanpassen aan de eisen van het nieuwe verband waarin zij komen te staan en zonder dat aan de grond wordt geraakt, de redactionele wijzigingen aanbrengen die voor de onderlinge overeenstemming nodig zijn; het is de bepalingen logisch ordenen; het is, met toepassing van de regelen van een goede wetgevingstechniek, de bepalingen verbeteren waar zij uiterlijke onvolmaaktheden mochten vertonen.

.../...

In een beperkte betekenis is coördineren dit werk verrichten voor de bepalingen die uit een basiswet en uit latere wijzigingen daarvan stammen, zonder dat de aldus tot stand gekomen coördinatie de verwerking is in één enkel document, van alle wetsbepalingen die met de stof zouden kunnen verband houden.

Het aan de Raad van State voorgelegd ontwerp beoogt niet alle wetsbepalingen betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën te codificeren, maar alleen de wet van 24 december 1948 met de latere wijzigingen te coördineren.

Het ontwerp houdt er niet genoeg rekening mede, dat er technische regelen zijn voor het uitwerken van een coördinatie als de zoëven beschrevene.

Om praktische redenen is in artikel 1 een opheffingsbepaling blijven staan, die in een coördinatie niet op haar plaats is; bis-artikelen die vlotte nummering van een tekst in de weg staan, zijn behouden; de teksten stemmen onderling niet helemaal overeen; bepalingen die geen toepassing meer kunnen vinden of die niet onmiddellijk met de behandelde stof te maken hebben, zijn in een bijlage overgenomen.

\+

\+ \+

De Regering wijst erop, dat het om praktische redenen wenselijk is, de artikelen van de wet van 24 december 1948 hun oorspronkelijke nummering te laten.

.../...

Hoe raadzaam de Raad van State het ook acht, de oorspronkelijke nummering van de basiswet zoveel mogelijk te behouden, hij is nochtans de mening toegedaan dat niet onnodig moet worden afgeweken van de technische regelen inzake de uiterlijke verzorging van gecoördineerde teksten.

In het onderhavige geval geeft de Raad in overweging, zo te werk te gaan, dat de oorspronkelijke nummering van de te coördineren bepalingen nagenoeg over de hele lijn behouden kan blijven.

In deze werkwijze :

1° wordt artikel 1 geschrapt en achter in de bronnenopgave afgedrukt, zoals verder wordt uiteengezet;

2° wordt artikel 2 van het ontwerp gesplitst, zodat het eerste lid artikel 1 en het tweede lid artikel 2 van de coördinatie wordt;

3° wordt artikel 7 over twee paragrafen verdeeld : een eerste voor artikel 7 van het ontwerp en de tweede voor het huidig artikel 8; artikel 8bis wordt dan artikel 8;

4° wordt artikel 16 telkens herhaald in de artikelen 12, § 1, 14 en 15, waarop het aansluit, en krijgt artikel 15bis van het ontwerp het nummer 16;

5° wordt artikel 32 over twee paragrafen verdeeld : een eerste voor artikel 32 van het ontwerp, de tweede voor artikel 32bis.

\+

\+ \+

Ontwerp-besluit.

In het door de Raad van State voorgestelde systeem, zal artikel 1 van het ontwerp-koninklijk besluit als volgt worden gelezen :

"Artikel 1.-

De nog geldende bepalingen van de artikelen 2 tot 33 van de wet van 24 december 1948 ... (voorts als in het ontwerp) ...".

Ontwerp-coördinatie.

Artikel 1.

Dit artikel zal bestaan uit het eerste lid van artikel 2.

De bronnenopgave behoort als volgt te worden gelezen :

"Artikel 1. Artikel 2, eerste lid, van de wet van 24 december 1948",

Artikel 2.

Het ontwerp neemt de wettekst over waarvan het slot luidt : "over de gemeenten omgeslagen". In de andere bepalingen welke de coördinatie uit de wet overneemt, wordt de term "verdeeld" gebruikt. Ter wille van een eenvormige terminologie, stelt de Raad van State voor, in artikel 2 deze laatste term te gebruiken.

.../...

Aangezien de tekst van artikel 2 gesplitst is in de artikelen 1 en 2, dient de bronnenopgave als volgt te worden gelezen :

"Artikel 2. Artikel 2, tweede lid, van de wet van 24 december 1948".

Artikel 3.

De wetteksten gebruiken door elkaar "beheerraad" en "raad van beheer". Het ontwerp heeft in deze terminologie eenheid gebracht door overal de term "beheerraad" te gebruiken. De meest recente term is echter "raad van beheer". Men gebruike overal deze term.

Deze opmerking geldt voor talrijke artikelen van het ontwerp.

De verwijzing naar de voetnoot aan het slot van het eerste lid en de voetnoot zelf zijn een toelichting en dus een interpretatie. De bevoegdheid tot coördineren omvat niet de bevoegdheid om bij die coördinatie toelichtingen te verstrekken die interpretaties zijn en geen rechtsgevolgen hebben.

.../...

Artikel 5.

In het eerste lid, tweede volzin, behoren de twee fondsen in omgekeerde volgorde te worden vermeld, zoals in de eerste volzin. In de Franse tekst schrijve men "Fonds communal d'assistance publique".

Deze laatste opmerking geldt eveneens voor het opschrift van hoofdstuk II en voor artikel 6.

Artikel 6.

In het tweede lid vervange men de afkortingen "F" en "Fr." door "frank" en "francs".

In hetzelfde lid schrijve men het woord "schatkistinkomsten" zonder hoofdletter.

In het zesde lid vervange men de woorden "De twee voorgaande leden" en "Les deux alinéas précédents" door "Het vierde en het vijfde lid" en "Les alinéas 4 et 5".

In het zevende lid zegt de tekst van de wet "niet-limitatief krediet".

.../...

De bronnenopgave dient als volgt te worden gelezen :

"Artikel 6. ... en gewijzigd (in het vierde en vijfde lid) door artikel 1 van het koninklijk besluit ...", en in de Franse tekst :

"Article 6. Article 6 ... 4 avril 1958 et modifié (aux alinéas 4 et 5) par l'article 1er de l'arrêté royal ...".

Artikelen 7 en 8.

Aangezien de artikelen 7 en 8 in de coördinatie de §§ 1 en 2 van artikel 7 worden, leze men de bronnenopgave als volgt :

"Artikel 7. § 1. Artikel 7 van de wet van 24 december 1948 ...

§ 2. Artikel 8 van de wet van 24 december 1948".

In het eerste lid wordt ten onrechte naar artikel 2 verwezen; men verwijze naar artikel 3 van de tekst van de wet.

In het derde lid vervange men de verwijzing naar "de vorige alinea" door een verwijzing naar "het tweede lid", en in de Franse tekst door een verwijzing naar "l'alinéa 2".

.../...

Artikel 8bis.

Aangezien dit artikel 8 wordt, behoort de bronnenopgave als volgt te worden gelezen :

"Artikel 8. Artikel 8 bis, in de wet van 24 december 1948 ingevoegd door artikel 2 van de wet van 18 juli 1955".

"Article 8. Article 8 bis, inséré dans la loi du 24 décembre 1948 par l'article 2 de la loi du 18 juillet 1955".

Artikel 9.

Met het oog op een eenvormig uiterlijk schrappe men het teken")"na 1° en 2°.

Men schrijve "frank" en "schatkistinkomsten", schrappe de komma na "1 januari 1959", en in de tekst onder 2° plaatse men een komma na "opbrengst".

Artikel 10.

In het eerste lid leze men de verwijzingen als volgt : "artikel 6, vierde en vijfde lid" en "artikel 9, eerste lid, 1°".

.../...

Artikel 11.

De bronnenopgave behoort als volgt te worden gelezen :

"Artikel 11. Artikel 11 van de wet van 24 december 1948, gewijzigd (in het inleidend lid en de §§ 1, 2 en 4) door artikel 2 van de wet van 3 juli 1956, door artikel 9 van de wet van 3 juni 1957 en door artikel 4 van de wet van 4 april 1958".

"Article 11. Article 11 de la loi du 24 décembre 1948, modifié (à l'alinéa liminaire et aux §§ 1er, 2 et 4) par l'article 2 de la loi du 3 juillet 1956, par l'article 9 de la loi du 3 juin 1957 et par l'article 4 de la loi du 4 avril 1958".

Artikel 12.

Zoals reeds is gezegd, vormt de bepaling van artikel 16 van het ontwerp het tweede lid van artikel 12, § 1, dat nu als volgt luidt :

"Als netto-last wordt beschouwd, het bedrag waarmede ...".

In § 2 schrappe men het teken")"na 1°, 2° en 3°.

In dezelfde § 2, vierde lid, vervange men de verwijzing naar het "voorgaande lid" door een verwijzing naar het "derde lid" en, in de Franse versie, de verwijzing naar "l'alinéa précédent" door een verwijzing naar "l'alinéa 3".

De bronnenopgave leze men als volgt :

"Artikel 12. § 1. Artikelen 12, § 1, en 16 van de wet van 24 december 1948, vervangen door de artikelen 3 en 8 van de wet van 3 juli 1956 en, het eerste, gewijzigd door artikel 4 van de wet van 4 april 1958.

§ 2. Artikel 12, § 2, van de wet van 24 december 1948, vervangen door artikel 3 van de wet van 3 juli 1956 en gewijzigd (in het eerste lid) door artikel 4 van de wet van 4 april 1958".

Artikelen 14 en 15.

De bepaling van artikel 16 van het ontwerp wordt het tweede lid van artikel 14 en van artikel 15, en wordt als volgt gelezen :

"Als netto-last wordt beschouwd, het bedrag waarmede ...".

De bronnenopgavenbehoren als volgt te worden gelezen :

"Artikel 14, eerste lid. Artikel 14, eerste lid, van de wet van 24 december 1948,vervangen door artikel 5 van de wet van 3 juli 1956.
Tweede lid. Artikel 16 van de wet van 24 december 1948, vervangen door artikel 8 van de wet van 3 juli 1956.

Derde lid. Artikel 14, tweede lid, ingevoegd in de wet van 24 december 1948 door artikel 5 van de wet van 9 april 1955".

"Article 14, alinéa 1er. Article 14, alinéa 1er, de la loi du 24 décembre 1948, remplacé par l'article 5 de la loi du 3 juillet 1956.

Alinéa 2. Article 16 de la loi du 24 décembre 1948 remplacé par l'article 8 de la loi du 3 juillet 1956.

Alinéa 3. Article 14, alinéa 2, inséré dans la loi du 24 décembre 1948 par l'article 5 de la loi du 9 avril 1955".

"Artikel 15. Artikelen 15 en 16 van de wet van 24 december 1948, gewijzigd door de artikelen 6 en 8 van de wet van 3 juli 1956".

"Article 15. Articles 15 et 16 de la loi du 24 décembre 1948, modifiés par les articles 6 et 8 de la loi du 3 juillet 1956".

Artikel 15 bis.

Dit artikel wordt artikel 16.

De verwijzingen in het derde en het vijfde lid behoren als volgt te worden gelezen : "bedoeld in het eerste lid", "Artikel 19, vijfde en zesde lid" en "bedoeld in het eerste lid, 1°".

.../...

De bronnenopgave leze men als volgt :

"Artikel 16. Artikel 15 bis, in de wet van 24 december 1948 ingevoegd door artikel 7 van de wet van 3 juli 1956 en vervangen door artikel 5 van de wet van 4 april 1958".

"Article 16. Article 15 bis, inséré dans la loi du 24 décembre 1948 par l'article 7 de la loi du 3 juillet 1956 et remplacé par l'article 5 de la loi du 4 avril 1958".

Artikel 17.

De Franse tekst van de wet bevat in het tweede lid de woorden : "à laquelle se rapportent ces répartitions". De brief waardoor de Minister van Binnenlandse Zaken het ontwerp aan de Raad heeft voorgelegd, verantwoordt deze tekstwijziging. Het ware raadzaam die verantwoording in een voetnoot over te nemen

Ter wille van een eenvormige terminologie stelt de Raad van State voor, het woord "omslag" te vervangen door "verdeling".

Artikel 18.

In het derde lid verwijze men naar artikel 8 in plaats van naar artikel 8 bis.

.../...

Artikel 19.

Voor het laatste lid, zelfde opmerking als voor artikel 18.

Artikel 20.

In het vijfde lid leze men "1 januari" in plaats van "1e januari".

Artikel 22.

De woorden "ingesteld bij deze gecoördineerde wetten" zijn niet volkomen juist. Het fonds der gemeenten is ingesteld door de wet van 24 december 1948 die in deze coördinatie is opgenomen ; het ware raadzaam deze woorden te schrappen om een althans schijnbare onjuistheid te weren.

Artikel 24.

In de Franse tekst van het eerste lid, 1°, schrijve men "président" en "vice-président" zonder hoofdletter.

Artikel 25.

Ofschoon de tekst van dit artikel uit de wet is overgenomen, stelt de Raad van State voor, ter wille van een eenvormige terminologie, de woorden : "vinden overeenkomstige toepassing" te vervangen door de woorden : "zijn van toepassing".

.../...

Artikel 27.

Men schrijve het woord : "Schatkistinkomsten" zonder hoofdletter.

Artikel 28.

Ter wille van de algemene overeenstemming leze men het tweede lid als volgt :

"Artikel 17, tweede lid, is van toepassing op die verdeling".

Artikelen 32 en 32 bis.

De artikelen 32 en 32 bis zijn tot één artikel 32 samengevoegd, waarvan zij de eerste en de tweede paragraaf vormen.

In artikel 32 bis, eerste lid, van het ontwerp, leze men de verwijzing als volgt : "artikel 19, vijfde lid".

In hetzelfde artikel, tweede lid, dient de verwijzing te worden gelezen : "artikel 8, tweede lid", en "article 8, alinéa 2".

De bronnenopgave leze men als volgt :

"Artikel 32. § 1. Artikel 32 ... (zoals in het ontwerp)..
§ 2. Artikel 32 bis...(zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 33.

In het tweede lid schrijve men de woorden : "2de tot 6de" voluit.

De coördinatie moet besluiten met de volgende formule :

"Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...",

"Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ...", gevolgd door de handtekening van de Koning en van de Minister die het besluit medeondertekent.

\+

\+ +

BIJLAGEN .

Het is niet geraden de bepalingen van de te coördineren wetten die niet in de coördinatie zijn opgenomen en geen opheffingsbepalingen, bepalingen over de inwerkingtreding of eventueel nog toepasselijke tijdelijke bepalingen zijn, in een bijlage bij de coördinatie op te nemen.

Tijdelijke bepalingen die geen toepassing meer vinden en bepalingen tot wijziging van teksten die niet rechtstreeks bij de coördinatie zijn betrokken, behoren te vervallen.

Bovendien moeten de op te nemen bepalingen in beginsel niet in een bijlage maar na de bronnenopgaven worden vermeld.

.../...

Met inachtneming van deze opmerkingen, zullen de in dit geval op te nemen bepalingen worden vermeld in een noot, als volgt :

De volgende bepalingen zijn niet in de coördinatie opgenomen :

Wet van 24 december 1948 (B.S. 6 januari 1949).

Artikel 1. De wetsbepalingen betreffende het bij de wet van 19 juli 1922 ingestelde fonds der gemeenten worden opgeheven.

Zij worden vervangen door de bepalingen van titel I van deze wet.

Artikelen 34 tot 48. (Overgangsbepalingen en wijzigingen van diverse wetten waarvan het eigenlijk onderwerp buiten deze coördinatie valt).

Wet van 23 juli 1952 (B.S.23 juli 1952).

Artikelen 4 tot 7.(Tijdelijke bepalingen die thans geen toepassing vinden).

Wet van 17 juli 1953 (B.S. 28 augustus 1953).

Artikel 4. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1953.

Loi du 24 décembre 1948 (M.B. 6 janvier 1949).

Article 1er. Les dispositions légales relatives au fonds des communes institué par la loi du 19 juillet 1922 sont abrogées.

Elles sont remplacées par les dispositions du titre Ier de la présente loi.

Articles 34 à 48.(Dispositions transitoires et modifications à diverses lois dont l'objet propre est étranger à la présente coordination).

Loi du 23 juillet 1952 (M.B. 23 juillet 1952).

Articles 4 à 7. (Dispositions temporaires sans application actuelle).

Loi du 17 juillet 1953 (M.B. 28 août 1953).

Article 4. La présente loi sort ses effets le 1er janvier 1953.

.../...

Wet van 18 juli 1955 (B.S. 4 augustus 1955).

Artikel 11. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1955.

Loi du 18 juillet 1955 (M.B. 4 août 1955).

Article 11. La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1955.

Wet van 20 juni 1956 (B.S. 29 juni 1956).

Artikel 4. Deze wet treedt in werking met ingang van 1 januari 1956.

Loi du 20 juin 1956 (M.B. 29 juin 1956).

Article 4. La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1956.

Wet van 3 juli 1956 (B.S. 26 juli 1956.

Artikel 19. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1956.

Loi du 3 juillet 1956 (M.B. 26 juillet 1956.

Article 19. La présente loi a effet le 1er janvier 1956.

Wet van 3 juni 1957 (B.S. 27 juni 1957).

Artikel 12. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1955, behalve artikel 9 dat op 1 januari 1957 in werking zal treden.

Loi du 3 juin 1957 (M.B. 27 juin 1957.

Article 12. La présente loi a effet au 1er janvier 1955, sauf l'article 9, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1957.

Wet van 4 april 1958 (B.S. 7 mei 1958).

Artikel 8. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1958.

Loi du 4 avril 1958 (M.B. 7 mai 1958).

Article 8. La présente loi a effet au 1er janvier 1958.

Koninklijk besluit van 20 augustus 1958 (B.S. 27 augustus 1958).

Artikel 2. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Arrêté royal du 20 août 1958 (M.B. 27 août 1958).

Article 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

L.FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
J.LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.MASQUELIN, membre dirigeant du bureau de coordination, et par M.G.BOLAND, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.MASQUELIN, leidend lid van het coördinatiebureau, en de H.G.BOLAND, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J.SUETENS.